

**DIRECTION DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION**

**Communiqué de presse n° :**

**Date : 3 Avril 2025**

**Lieu : Addis-Abeba, Éthiopie**



**RAPATRIER LA SAGESSE AFRICAINE EN MATIÈRE D'INTELLIGENCE CLIMATIQUE QUI A ÉTÉ SUPPRIMÉE PAR LE COLONIALISME.**

Face à l'urgence du changement climatique, nous devons se réapproprier le savoir-faire perdue dans le secteur agricole africain. Le Dr Ibrahim Assane Mayaki est l'Envoyé spécial de l'Union africaine pour les systèmes alimentaires observe que des conditions météorologiques extrêmes, des précipitations irrégulières et la hausse des températures menacent les cultures de base qui dominent l'agriculture mondiale. Cela nous oblige à regarder au-delà du riz, du maïs et du blé, des espèces qui représentent près de 50 % des calories mondiales mais qui sont de plus en plus vulnérables aux perturbations climatiques.

« À l'heure actuelle nous vivons dans un monde où les mèmes, les mots à la mode et les émoticônes envahissent lentement le discours, comme un champignon pernicieux qui se forme dans une baignoire. » J'ai choisi de citer ces mots de George Week parce que j'ai l'intention de vous présenter deux de mes mots à la mode préférés: l'agriculture intelligente face au climat (AIC) et les réparations. Toutefois, ces concepts ne sont ni pernicieux ni fongiques; ils sont plutôt essentiels à la vie et indispensables si nous voulons guérir le fléau du sous-développement en Afrique. Pour aller au-delà de la simple rhétorique, ces concepts doivent donner lieu à des actions concrètes. »

Selon la Banque mondiale, l'agriculture intelligente face au climat (AIC) est une approche intégrée de la gestion des paysages (terres cultivées, élevage, forêts et pêcheries) qui répond aux défis de la sécurité alimentaire et du climat. L'Organisation

des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) étend cette définition en mettant l'accent sur trois piliers fondamentaux: l'augmentation de la productivité, l'amélioration de la résilience et la réduction des émissions. D'autre part, les réparations désignent l'acte de réparation des injustices passées, généralement par le biais d'une compensation financière ou d'autres formes d'assistance. Dans le cadre de son thème pour 2025, l'Union africaine a souligné l'importance des réparations : « Justice pour les Africains et les personnes d'ascendance africaine par le biais de réparations ».

Le concept d'AIC a été « lancé » pour la première fois par la FAO en 2010 lors de la Conférence mondiale sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et le changement climatique à La Haye. À l'époque, 90 % des calories mondiales provenaient d'une vingtaine d'espèces végétales, dont près de 50 % du riz, du maïs et du blé. Le changement climatique poussait ces cultures à leurs limites. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a indiqué que les conditions météorologiques extrêmes, les précipitations irrégulières et l'augmentation des niveaux de dioxyde de carbone réduisaient déjà les rendements dans les principales régions agricoles. La FAO a également reconnu que la durabilité agricole par l'AIC concerne autant l'énergie et la souveraineté que le sol, l'eau et les cultures, ce qui m'interpelle sur la question des réparations.

Le terme « réparation » est souvent compris en termes financiers ou politiques, mais il existe une autre dimension cruciale : la réparation des connaissances. Dans le contexte agricole, cela signifie restaurer le savoir agricole qui a été supprimé ou déplacé par le colonialisme, par l'agriculture industrialisée et par les interventions extérieures.

Les Africains ont toujours pratiqué l'agriculture intelligente face au climat. Depuis longtemps, nous utilisons des approches intégrées pour gérer les paysages : terres cultivées, bétail, forêts et pêcheries. Tout au long de l'histoire, les communautés africaines ont développé des moyens d'accroître la productivité et d'améliorer la résilience face aux conditions climatiques changeantes. L'agriculture intelligente face au climat est dans notre ADN, c'est ce que nous sommes.

Bien avant que les interventions coloniales ne remodelent l'agriculture africaine, les différentes communautés disposaient de systèmes agricoles bien établis et adaptés à leur environnement. Les agriculteurs africains cultivaient des plantes variées et particulièrement résistantes au climat, ce qui leur permettait de faire face aux sécheresses et aux inondations. Au Ghana, les archives historiques révèlent que les agriculteurs précoloniaux de Banda cultivaient un large éventail de plantes résistantes à la sécheresse et utilisaient des méthodes agroécologiques qui garantissaient la sécurité alimentaire même dans les climats difficiles. Ces systèmes agricoles ont été perturbés par les politiques coloniales qui ont donné la priorité aux cultures de rente destinées à l'exportation plutôt qu'à la production alimentaire locale. De même, au Kenya, les techniques agricoles indigènes comprenaient la culture en terrasses, les cultures intercalaires et l'utilisation d'engrais naturels, qui contribuaient toutes à une gestion durable des terres. Toutefois, les pouvoirs coloniaux ont négligé ces méthodes,

imposant une monoculture de type européen qui a finalement entraîné la dégradation des sols, réduisant ainsi leur résilience.

Les « cultures perdues » d'Afrique (le fonio, le teff, le mil, le sorgho et le niébé) ont nourri les populations pendant des millénaires. Ces cultures nécessitent moins d'eau, résistent aux parasites et prospèrent dans les sols pauvres, ce qui les rend inestimables dans un monde en réchauffement. Pourtant, les investissements agricoles modernes continuent de privilégier les cultures à haut rendement et génétiquement modifiées, conçues pour la monoculture. Cette approche est non seulement écologiquement non durable, mais aussi économiquement précaire pour les petits exploitants agricoles. Les gouvernements, les chercheurs et les investisseurs doivent collaborer pour redonner leur place à ces cultures traditionnelles. Pour ce faire, il faut financer la recherche agricole menée par les Africains, réviser les politiques semencières afin de soutenir la biodiversité et veiller à ce que les petits exploitants agricoles, qui produisent plus de 70 % de la nourriture en Afrique, disposent de ressources adaptées aux écosystèmes locaux plutôt qu'aux exigences des marchés externes.

Afin que l'agriculture intelligente face au climat (AIC) prospère au XXI<sup>e</sup> siècle, les connaissances doivent circuler dans les deux sens: les décideurs politiques doivent écouter les agriculteurs tout autant que les agriculteurs s'adaptent aux changements de politique. Les approches descendantes systématiques ne devraient pas être privilégiées. Bien trop souvent, les politiques agricoles sont définies par des institutions externes qui ne tiennent pas compte des réalités locales. Or, les agriculteurs africains s'adaptent depuis longtemps au changement climatique en utilisant des techniques éprouvées telles que les cultures intercalaires, l'agroforesterie et la collecte de l'eau. Ces méthodes ne doivent pas être considérées comme obsolètes, mais plutôt comme des outils essentiels d'adaptation au climat. Une véritable réparation des connaissances exige également un apprentissage intergénérationnel, car de nombreux jeunes Africains se sont déconnectés du savoir-faire agricole traditionnel en raison de la migration urbaine et de la faible valorisation des connaissances autochtones dans l'éducation formelle. En intégrant les principes de l'agriculture intelligente face au climat dans les programmes scolaires et les programmes de formation communautaires, les générations futures pourront hériter à la fois de la science et de l'esprit de l'agriculture durable, en comblant le fossé entre la sagesse ancestrale et les innovations modernes.

Les initiatives telles que le [Programme détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine](#) (PDDAA) et la mise en œuvre des cadres stratégiques successifs dans ce cadre, y compris la stratégie décennale de développement agricole récemment adoptée (Déclaration de Kampala), devraient donner la priorité au renforcement de la résilience des agriculteurs africains. L'Alliance africaine pour une agriculture intelligente face au climat (ACSAA), créée sous l'égide de l'UA, joue un rôle essentiel dans le soutien aux petits exploitants agricoles grâce aux techniques d'agriculture intelligente face au climat, notamment les cultures résistantes à la sécheresse, l'agroforesterie et les systèmes d'irrigation économes en eau, renforçant ainsi la sécurité alimentaire et l'adaptation au climat sur tout le continent. Par son action politique, la promotion de partenariats et l'obtention de soutiens financiers, l'UA

continue de se positionner comme un acteur clé de la transformation de l'agriculture africaine, en veillant à ce que les connaissances ancestrales et les innovations modernes contribuent à un avenir résilient et à la sécurité alimentaire.

Le financement est l'un des principaux obstacles à la mise à l'échelle de l'ASC en Afrique. Les petits exploitants agricoles n'ont pas accès au crédit, aux assurances et aux subventions qui leur permettraient d'adopter des pratiques intelligentes face au climat. Il existe des fonds internationaux pour le climat, mais ils sont souvent bloqués par la bureaucratie, ce qui rend leur accès difficile pour les agriculteurs africains. Les gouvernements et les partenaires de développement devraient donner la priorité aux mécanismes de financement qui tiennent compte des réalités de l'agriculture africaine. Il s'agit notamment d'élargir la microfinance et les prêts aux coopératives pour les petits exploitants agricoles, d'encourager la gestion durable des terres et les pratiques agroécologiques, de renforcer les marchés régionaux afin de réduire la dépendance face à la volatilité des prix mondiaux des matières premières, et d'investir dans des infrastructures résilientes au changement climatique, telles que le stockage de l'eau et l'irrigation solaire.

L'agriculture durable concerne autant le pouvoir et la souveraineté que le sol, l'eau et les cultures. Pendant trop longtemps, les systèmes alimentaires africains sont tributaires de forces extérieures, qu'il s'agisse des économies de rente coloniales ou des programmes d'ajustement structurel qui ont affaibli la résilience agricole locale. Pour parvenir à une véritable agriculture durable, l'Afrique doit reprendre son pouvoir en veillant à ce que les politiques agricoles soient axées sur les besoins locaux et non sur les intérêts mondiaux de l'agro-industrie. La réparation des connaissances implique d'investir dans des solutions menées par les Africains, de soutenir les petits exploitants agricoles et de favoriser des politiques qui donnent la priorité à la biodiversité et à la résilience plutôt qu'aux gains industriels à court terme. Ainsi, nous faisons plus que simplement protéger la sécurité alimentaire: nous rétablissons la dignité, le pouvoir et la connaissance des générations passées.

Pour aller de l'avant, il ne s'agit pas de réinventer la roue, mais de redécouvrir ce que l'Afrique a toujours su faire et d'y ajouter la science: la souveraineté alimentaire, la résilience climatique et la durabilité agricole sont indissociables. L'enjeu n'est plus de savoir si l'agriculture intelligente face au climat est réalisable, mais si nous sommes prêts à nous réapproprier nos connaissances ancestrales et à les combiner avec les connaissances scientifiques émergentes. Nous avons toujours évolué en harmonie avec le climat, l'Afrique étant le premier berceau de l'humanité. L'agriculture intelligente face au climat est née dans notre sol et, au vu des réalités actuelles du changement climatique, nous devons la revendiquer et la rapatrier.

**Pour plus d'informations, veuillez contacter:**

**Mme Doreen Apollos** | Direction de l'Information et de la Communication | Commission de l'Union africaine | Email : [ApollosD@africa-union.org](mailto:ApollosD@africa-union.org)

**M. Molalet Tsedeke** | Direction de l'information et de la communication | Commission de l'Union africaine | Tél. : +251 115 517 700 | E-mail: [Molalett@africa-union.org](mailto:Molalett@africa-union.org) | Addis-Abeba, Éthiopie.

**Direction de l'information et de la communication**, Commission de l'Union africaine | Courriel : [DIC@africa-union.org](mailto:DIC@africa-union.org)

**Site Web** : [au.int](http://au.int) | Addis-Abeba, Éthiopie | Suivez-nous : Facebook | Sur Twitter | Sur Instagram | Youtube